

Civils de la Défense

Plateforme de recrutement de personnel civil
contractuel du ministère des Armées

Rédacteur contentieux administratif F/H

Toulon, 83, Var, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Type de contrat	Niveau d'études
CAJ CAJ	Bac + 4 (MAITRISE - MASTER 1) ou équivalent
Prise de fonction souhaitée	Date limite de candidature
01/09/2026	-
Domaine professionnel	Niveau d'expérience
AFFAIRES JURIDIQUES	CAJ
Rémunération	Avantages liés au poste
1448€ mensuel net 21620€ annuel brut (selon expérience)	Restauration collective Restauration : subvention employeur Horaires flexibles
Contraintes particulières d'exercice	Télétravail
-	Non

Descriptif de l'organisation

Le SLC de Toulon est le principal opérateur juridique de terrain du ministère des armées au profit des états-majors et des unités opérationnelles présentes dans l'ensemble du quart sud-est du territoire métropolitain. Les compétences qu'il met en oeuvre sont très variées. Il a pour mission le règlement amiable des dommages causés ou subis par les services du ministère des armées ; il assure également la protection juridique des agents civils et militaires. Il remplit aussi des fonctions de conseils et d'expertise juridiques au profit des commandements. Enfin, il assure la défense de l'Etat devant les tribunaux administratifs. Le SLC est un organisme de 27 personnes, tant civiles que militaires, d'active et de réserve. Placé sous l'autorité d'un directeur, cet organisme est composé de 3 bureaux : règlement des dommages et de la protection fonctionnelle, contentieux administratif, conseil juridique au commandement.

Descriptif des missions

Placé au sein du bureau du contentieux administratif composé de 5 personnels, le poste proposé de rédacteur contentieux consiste à :- assurer la défense des intérêts de l'Etat devant les tribunaux administratifs du quart su-est, en rédigeant des mémoires en défense- gérer des dossiers et le suivi des instances en contentieux- effectuer des recherches thématiques pour la constitution de dossiers

juridiques;- participer à la veille juridique;- d'apporter un conseil juridique au commandement des Bases de défense dans son domaine d'expertise

Le contrat armées-jeunesse (CAJ) proposé est un contrat de travail à durée déterminée (CDD) non renouvelables d'un à trois mois maximum. Ici il s'agit d'un contrat de 3 mois à pourvoir à compter du 1er septembre ou 1er octobre (selon disponibilité). Un jeune ne pourra bénéficier que d'un seul contrat armées-jeunesse dans sa carrière. Ils s'adressent aux jeunes de moins de 30 ans titulaires au minimum d'une licence validée. Durant cette période, les jeunes relèvent du statut des agents non-titulaires du ministère des armées, dits agents contractuels. À ce titre, ils perçoivent une rémunération équivalente au SMIC.

Première expérience unique et très formatrice à saisir !

Profil recherché

Master en droit public / contentieux administratif

qualité rédactionnelles, capacité de recherche, autonomie, aisance avec outils informatiques

Process de recrutement

Si votre candidature est présélectionnée, un entretien vous sera proposé pour apprécier vos attentes et motivations.

•Les suites données à votre candidature vous seront communiquées par l'employeur à l'issue de cet entretien.